

ARGUMENTAIRE

« NON au traité d'adhésion à l'UE »



15 octobre 2025

Table des matières

Pourquoi la Suisse doit-elle rejeter le traité d'adhésion à l'UE ?	3
Situation initiale	3
L'essentiel en bref	4
Le traité de l'UE en chiffres : Des milliers de pages de lois européennes, de directives européennes, de règlements européens	5
Le Conseil fédéral sait-il seulement ce qu'il s'apprête à signer ?	6
À quoi la Suisse s'engage-t-elle ? « Reprise institutionnelle »	7
Tout ce que la Suisse doit assumer :	7
Comment se déroule l'adoption de la législation européenne ?	8
La vice-présidente de l'UDC Magdalena Martullo-Blocher s'exprime sur le traité d'adhésion à l'UE et ses conséquences	9
La Suisse va beaucoup mieux que l'UE !	10
Le paquet de traités avec l'UE engendrera-t-il plus d'immigration ?	14
« La clause de sauvegarde » est un placebo	15
Des certificats européens pour les stands de grillades dans les giron ?	16
La bureaucratie européenne partout en Suisse ?	17
Vaccination forcée et aliments OGM ?	18
Augmentation des prix de l'électricité pour tous ?	21
Les principaux contenus, par accord	23
Accord sur la santé	30
Des milliards de francs de coûts à la charge des contribuables suisses	32
La majorité des cantons est nécessaire !	34
Ce que signifie réellement le traité d'adhésion à l'UE :	35
Politiquement	35
Economiquement	35
Socialement	35
• Encore plus d'immigration incontrôlée (plus de 60 millions d'immigrants potentiels supplémentaires provenant des pays candidats à l'adhésion à l'UE)	35
• Aggravation de la crise du logement	35
• Surcharge des infrastructures et des services sociaux	35
• Perte de l'identité culturelle	35
Juridiquement	35
Sources et références	37

Pourquoi la Suisse doit-elle rejeter le traité d'adhésion à l'UE ?

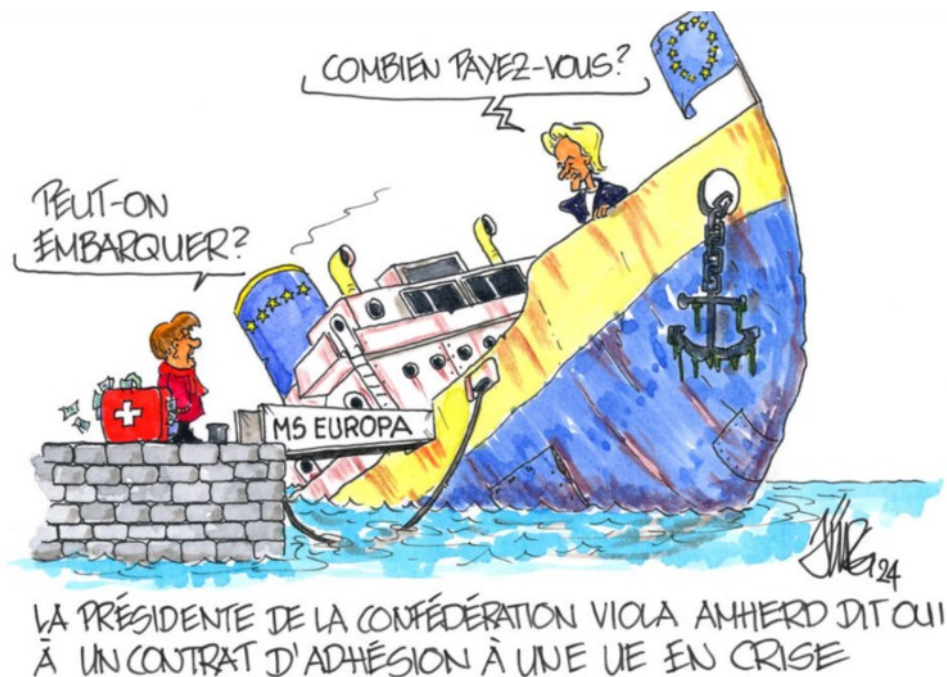
Situation initiale

Le 15 décembre 2023, après les élections fédérales et le renouvellement complet du Conseil fédéral, ce dernier a adopté un nouveau mandat de négociation avec l'UE. **Ce mandat repose sur des négociations préliminaires avec l'UE, dont les résultats sont consignés dans un document en anglais intitulé « Common Understanding » (CU)¹.** Dans cet accord préliminaire, le Conseil fédéral a déjà accepté des concessions importantes, à savoir **la subordination institutionnelle à l'UE**.

Cela signifie que la Suisse accepte la reprise du droit de l'UE, la juridiction de l'UE, les possibilités de sanctions de la part de l'UE et les versements réguliers de milliards de francs à Bruxelles.

Le 20 décembre 2024, la présidente de la Confédération d'alors, Viola Amherd, et la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen ont annoncé la « conclusion réussie » des négociations entre la Suisse et l'UE. Mais le contenu de l'accord est alors resté secret. L'ensemble du Conseil fédéral a reçu **un résumé** le 19 décembre (concrètement le jeudi après-midi) et a pris une décision dès le vendredi matin (le 20 décembre) sur l'un des traités les plus lourds de conséquences pour la Suisse **sans avoir jamais consulté le contenu du traité lui-même !**

Le 13 juin 2025, le secret a pris fin, provisoirement, le Conseil fédéral ayant enfin publié tous les documents du traité et lancé la procédure de consultation².



¹ Vous trouverez ici le *Common Understanding* commenté de l'UDC Suisse : [Common Understanding en français avec commentaires de l'UDC](#)

² Le Conseil fédéral ouvre la consultation sur le paquet Suisse-UE : <https://www.europa.eda.admin.ch/fr/consultation-paquet-suisse-ue>

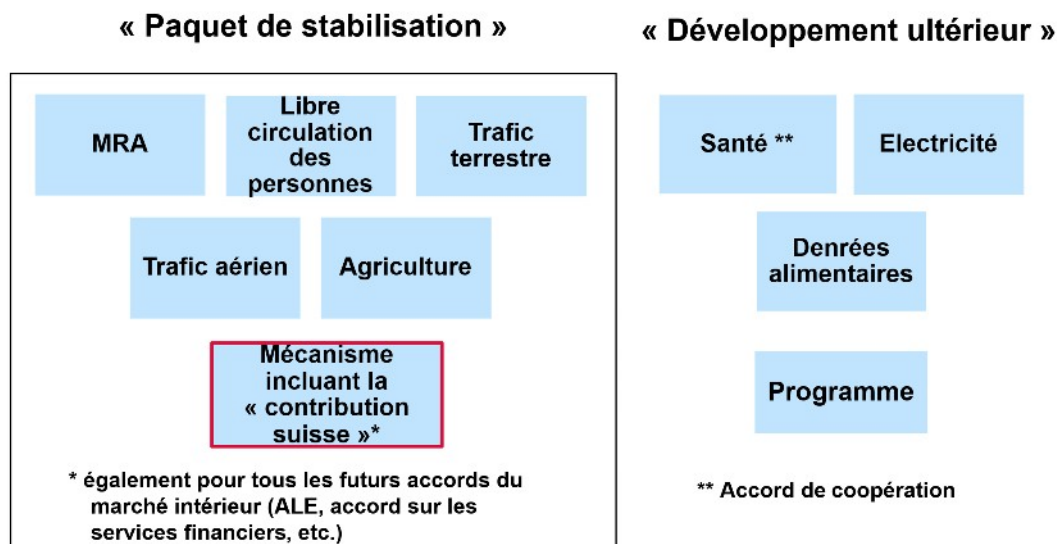
L'essentiel en bref

L'accord avec l'UE **bafoue l'indépendance du pays**, les **droits démocratiques du peuple suisse**, la **neutralité** et le **fédéralisme**. Cette destruction du modèle suisse éprouvé **met en péril** les intérêts de la population et de l'économie suisses, et donc la **prospérité de notre pays**.

- **Bruxelles ordonne, Berne exécute : La Suisse doit reprendre automatiquement le droit européen dans des domaines importants.**
- **Abandon des droits populaires : si nous rejetons le droit européen, l'UE peut punir la Suisse.**
- **Des juges étrangers : en cas de litige, c'est le tribunal de la partie adverse qui tranche, soit la Cour de justice des Communautés européennes (CJCE).**
- **Encore plus d'immigration.**
- **La Suisse doit verser régulièrement des milliards de francs à Bruxelles.**

L'aperçu suivant montre quels domaines sont concernés par ce "paquet européen" : Les 5 traités actuels (on peut notamment citer ici la libre circulation des personnes) et 3 nouveaux accords dans les domaines de la santé, de l'électricité et des denrées alimentaires.

La Suisse s'engage en outre à effectuer des paiements réguliers. Dans un premier temps, il faut partir du principe que nous devons verser **chaque année au moins 1.4 milliard de francs de coûts directs**. Il est toutefois prévisible que ce montant augmentera³. L'UE, fortement endettée, a besoin d'argent. Les coûts indirects liés à l'augmentation massive de la bureaucratie (centaines de fonctionnaires, de contrôleurs et de juristes) s'élèvent à plusieurs milliards de francs.



³ Pourquoi cette soi-disante « contribution à la cohésion » va-t-elle augmenter ? Jusqu'à présent 130 millions/an. Nouveau dans le traité à partir de 2030 : 350 millions/an. A partir de 2037 : l'UE, fortement endettée, peut à nouveau fixer elle-même le montant et l'augmenter certainement (ne serait-ce qu'en raison de nouveaux Etats membres de l'UE qui veulent également de l'argent). Pour en savoir plus sur le sujet, voir le chapitre : « Des milliards de coûts pour les contribuables suisses ».

Le traité de l'UE en chiffres : Des milliers de pages de lois européennes, de directives européennes, de règlements européens

Plus de 20'000 pages de lois, de renvois, d'explications et d'ordonnances : Le paquet Suisse-UE prévu est plus qu'un simple « accord commercial », comme l'affirme le ministre des Affaires étrangères Ignazio Cassis⁴. **C'est en vérité un traité monstrueux qui nous conduit directement dans le marasme de la bureaucratie européenne.**

Le paquet d'accords avec l'UE comprend 2'207 pages dans sa version en français (NdT : 2'228 pages dans la version en allemand, sur laquelle se base la décomposition ci-après) :

1'101 pages

Les nouveaux accords de l'UE plus les annexes aux traités existants représentent à eux seuls 1'101 pages.

931 pages

Il faut encore plus de pages au Conseil fédéral pour expliquer ce que contient ce « paquet Suisse-UE ».

164 pages

Tous les textes de loi suisses qui doivent être reformulés ou adaptés.

32 pages

Diverses vues d'ensemble sur les paquets législatifs de l'UE, les protocoles, les accords, etc.

Mais ce n'est pas tout. Les traités font référence à divers arrêts de la CJUE, directives européennes et règlements européens. Quiconque s'y réfère se retrouve dans la jungle réglementaire infinie de l'UE. Au total, **307 règlements** sont cités (dont 90% proviennent de l'UE). Ceux-ci renvoient aux **textes réglementaires proprement dits : 20'897 pages** (dont 17'968 pour l'UE et 2'929 pour la Suisse)⁵.

Il faut 14 jours de travail pour lire le dossier des traités européens ! À condition de lire **non-stop** et d'avoir des connaissances juridiques de base. Les règles, avec toutes leurs références croisées et leurs textes secondaires, poussent même les juristes à leurs limites.

Texte	Nombre de pages (estimé)	Temps de lecture en heures (ø 3 min/page)
Les accords et protocoles	1101	~55 h
Explications du Conseil fédéral sur la procédure de consultation	931	~46 h

⁴ [Schweiz-EU - Das sagt Cassis zu den veröffentlichten EU-Verträgen - News - SRF](#)

⁵ [Artikel-Die-EU-Burokratiewelle-rollt-auf-die-Schweiz-zu.pdf](#)

Texte	Nombre de pages (estimé)	Temps de lecture en heures (ø 3 min/page)
Législation suisse	164	~8 h
Aperçus	32	~2 h
Total paquet d'accords	2'207	111 h
Ordonnances UE et Suisse	20'000	~1'000 h
Estimation globale (minimale)	22'000	~1'100 h

Le Conseil fédéral sait-il seulement ce qu'il s'apprête à signer ?

La pile de papier imprimé qu'il faudrait lire mesure plus de **2 mètres de haut**. **Qui peut encore s'y retrouver ?** Même les juristes ne comprennent pas toutes les règles.

Le Conseil fédéral n'a même pas été capable de négocier un contrat d'achat clair pour l'avion de combat F-35 : l'ancienne ministre de la Défense Viola Amherd avait promis au Parlement que « le prix fixe sera respecté. Il est stipulé dans le contrat. Il ne peut y avoir aucune demande supplémentaire. »⁶

Fini le prix fixe : au lieu d'environ 6 milliards de francs, les avions de combat devraient coûter jusqu'à 1.3 milliard de dollars de plus⁷.

Cette manière de procéder nous est familière : l'acquisition des avions de combat s'est également faite dans le secret. Le Conseil fédéral et le Parlement ont approuvé l'achat sans que le contrat ait été rendu public ou même lu.

Le traité d'adhésion à l'UE ne concerne pas « seulement » des coûts supplémentaires se chiffrant en milliards. Il s'agit de la perte de notre autodétermination et de la reprise d'une grande partie de la réglementation excessive de l'UE.

À quoi la Suisse s'engage-t-elle ? « Reprise institutionnelle »

Important : Le droit de l'UE remplacera le droit suisse. Le droit de l'UE primera sur le droit suisse (« droit international »). **Le droit de l'UE s'appliquera également à l'intérieur de la Suisse** : qui fabriquera un produit en Suisse uniquement pour le marché intérieur suisse devra se conformer de la même manière au droit de l'UE. Il en va de même pour les entreprises qui exportent leurs produits vers des marchés en dehors de l'UE, qui ne devront pas seulement respecter les directives du marché de vente (par exemple les États-Unis) mais aussi respecter les exigences réglementaires de l'UE dans les domaines concernés. Les entreprises suisses perdront ainsi un avantage concurrentiel important par rapport à leurs concurrentes de l'UE dans le commerce mondial.

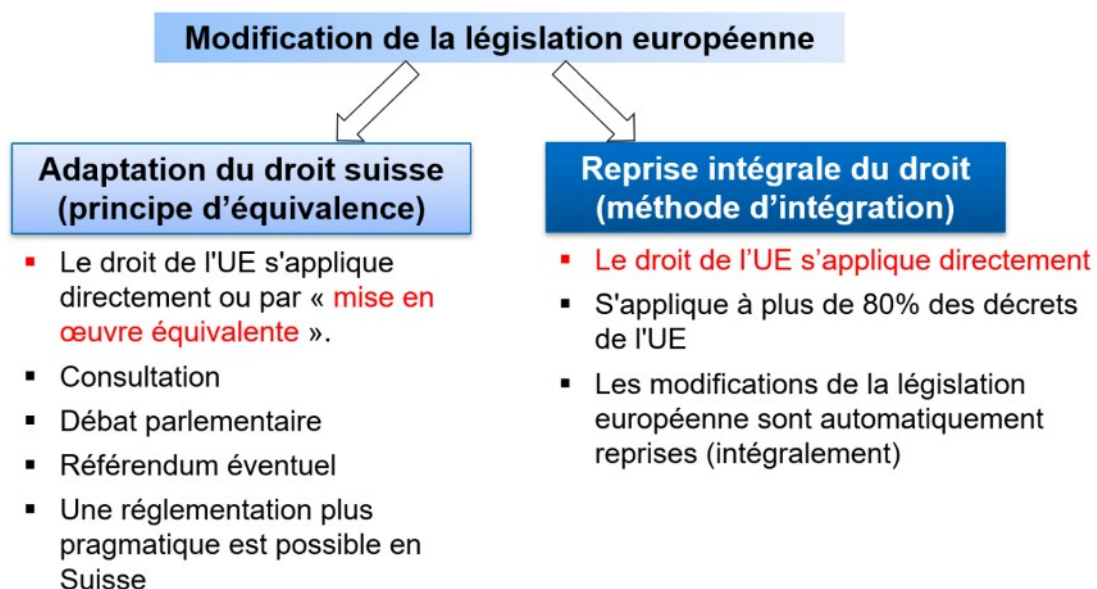
⁶ [Fixpreisdebakel beim F-35: Aus dem Lehrbuch des Missmanagements](#)

⁷ [Turbulenzen bei der Kampfjet-Beschaffung über die Jahre - News - SRF](#)

Tout ce que la Suisse doit assumer :

Comme mentionné ci-dessus, la Suisse devra reprendre les 1'101 pages du paquet de traités, ainsi que les 20'897 pages d'actes secondaires. A cela s'ajoutent tous les actes tertiaires de l'UE, les décisions de la Commission et les arrêts de la CJUE (Cour de justice de l'Union européenne). Elle devra automatiquement reprendre toutes les décisions et tous les actes législatifs futurs. De plus, tout acte législatif, ancien ou nouveau, est considéré comme du « droit international » et est donc, fatalement, supérieur au droit suisse. Telle est la pratique du Tribunal fédéral suisse. Les « exceptions » négociées dans ce paquet de traités ne seront pas non plus garanties, car le droit de l'UE ne cesse de s'étendre et la Suisse devra reprendre automatiquement ce droit.

Deux voies de reprise du droit européen en Suisse



Important : la Suisse dispose à ce jour d'une procédure de consultation bien développée. Les associations et les partis y participent. L'administration mène des consultations auprès des offices et doit estimer les coûts induits par la réglementation. La procédure suisse n'est pas comparable au « *decision shaping* » européen. **Alors que les procédures suisses ont des conséquences concrètes, les auditions dans le cadre des instances de l'UE restent non contraignantes.** Le pouvoir appartient à la Commission, à l'administration de l'UE et aux lobbyistes.

Environ **12'000 lobbyistes** sont enregistrés à Bruxelles. Ce système favorise les grandes entreprises et organisations par rapport aux petites entreprises et associations. La nouvelle méthode d'intégration rompt avec le principe d'équivalence appliqué jusqu'à présent : même en cas de reprises importantes de législation, c'est le comité mixte qui décide et il n'y a pas de consultation publique.

De plus, l'affirmation selon laquelle la Suisse continuera à pouvoir décider de manière autonome de toutes les adaptations législatives, conformément à ses

procédures législatives existantes et dans le respect des droits de la démocratie directe, n'est que partiellement vraie : en effet, dans la majorité des accords avec l'UE, la reprise du droit européen se fait par la méthode d'intégration, c'est-à-dire que le droit européen est directement intégré dans l'ordre juridique suisse par le biais des accords.

Comment se déroule l'adoption de la législation européenne ?

- **L'UE informe le comité mixte du nouveau décret européen**
- **La commission complète la liste**
- **Application immédiate, sauf si la Suisse fait valoir au sein du Comité mixte la nécessité de modifier la loi en prolongeant le délai.**

→ Le vote populaire n'est plus que très rarement possible !

- **Des textes législatifs transversaux (Green Deal = 14'000 pages !) s'appliquent dans les domaines contractuels, par exemple dans la législation alimentaire ou dans les transports terrestres.**
- **Pas de participation aux décisions (même dans les institutions européennes), droit d'expression uniquement («Decision Shaping»)**
- **Les représentants suisses au comité mixte et au tribunal arbitral doivent suivre l'interprétation de la CJCE !**

L'UDC fait confiance au processus législatif suisse, qui a fait ses preuves. Les conditions-cadres économiques de la Suisse sont supérieures à celles de l'UE. Il suffit de comparer la **jungle des instances européennes**, le niveau des taux de TVA, la densité réglementaire, les exigences minimales en matière d'imposition, les régimes d'aides étendus de l'UE, etc.

Grâce au droit suisse, notre pays est l'une des nations leaders au niveau mondial en matière d'innovation, de compétitivité et d'exportation dans le secteur des biens et des services, contrairement à l'UE. Les raisons de notre succès sont **de bonnes conditions-cadres pour l'économie**, la sécurité juridique, un **ordre étatique responsable** et un partenariat social efficace.

La Suisse a acquis ses avantages grâce à son indépendance. Il serait désastreux de renoncer à cette marge de manœuvre. Un rattachement institutionnel à l'UE, surendettée et surréglementée, comporte le risque que la Suisse perde à moyen terme ses bonnes conditions-cadres et, par conséquent, sa puissance économique. De plus, quelques simplifications économiques ne doivent pas conduire à abandonner des **piliers fondamentaux éprouvés de la politique étatique et des droits civiques**.

La vice-présidente de l'UDC Magdalena Martullo-Blocher s'exprime sur le traité d'adhésion à l'UE et ses conséquences

« Pour moi, ce traité européen est un désastre. Nous parlons ici d'échanger notre système suisse, bien meilleur, pour le système chaotique de l'UE. »
« L'UE fait les lois et nous devons les adopter ; si nous ne le faisons pas, nous serons punis. » Regardez ici l'intégralité de la déclaration d'Arena de la conseillère nationale Martullo-Blocher (en allemand) : [SRF-Arena zum EU-Unterwerfungsvertrag](#)

Comment la Suisse s'affirme-t-elle dans le contexte international ?

S'attacher à l'UE serait particulièrement fatal en ce moment

Le monde est en mouvement. Conflits commerciaux, sanctions, jeux de pouvoir géopolitiques ... pour réussir, il faut des fondations solides. L'indépendance et la neutralité suisses sont un roc dans la tempête.



Prof. Magdalena
Marzahn-Wiesner, Commission
nationale suisse (CNS)
et NZZ (201)

La Suisse est un pays sans ressources naturelles, avec un petit marché intérieur et un terrain difficile. Pourtant, nous comptons aujourd'hui parmi les pays les plus riches et les plus innovants du monde. Pourquoi ? Parce que nous nous sommes développés très tôt sur le plan industriel, que nous avons exploité l'énergie hydraulique, que nous avons exporté et que nous avons investi dans l'éducation.

Alors que d'autres pays se reposaient sur leur grand marché intérieur, la Suisse a toujours dû être plus intelligente, plus rapide et meilleure. Elle s'est ainsi affirmée comme une nation commerciale et industrielle neutre et indépendante. Nous n'appartenons à aucun bloc de pouvoir. Nous entretenons de bonnes relations avec tous, y compris avec les grandes puissances que sont les Etats-Unis et la Chine.

Nous disposons d'un réseau de 34 accords de libre-échange avec 44 partenaires. D'autres sont prévus avec l'Inde, la Thaïlande et la Malaisie. Ce n'est pas le cas de l'UE, des Etats-Unis et de la Chine ; les Etats-Unis ont informé à Genève que la Suisse serait le prochain pays à conclure un « deal ». La Chine veut quant à elle moderniser l'accord de libre-échange existant avec la Suisse. Nous devons maintenant saisir ces opportunités vite et bien !

Même Trump ne fait pas de telles demandes

Alors que la Suisse peut agir depuis une position d'indépendance et de force, l'UE est déjà dépassée par elle-même et s'enfonce dans la bureaucratie, les dettes et les crises politiques. Avec ses airs de donneuse de leçons, elle heurte le monde entier. Malgré cela, des politiciens et des bureaucrates associatifs apeurés veulent désormais se glisser sous le parapluie protecteur de l'UE, prétendument plus sûr. Mais celui-ci se révèle être un sac à malices rempli de prescriptions, de dépendances et de sanctions !

Seule Bruxelles a l'idée de lier le commerce commun à une reprise en blanc de la législation et à des sanctions. Même Donald Trump n'a jamais réclamé une telle chose ! La capacité d'innovation de nos entreprises serait étouffée, notre agriculture réglementée dans l'abîme et notre énergie hydraulique devrait produire au service de l'UE. Le traité de soumission mettrait fin à l'indépendance et à la voie du succès de la Suisse. Et pour tout cela, nous devrions encore verser des milliards à Bruxelles !

L'UE a connu son heure de gloire Il y a longtemps

La plus grande erreur serait de renoncer maintenant encore à notre autodétermination et de nous soumettre précisément à ce bloc dont les meilleurs jours sont derrière lui depuis longtemps. Nous n'avons pas besoin de colonisateurs et de juges européens. Nous avons besoin de courage pour continuer à être autonomes. C'est ainsi que nous resterons innovants, prospères et libres.



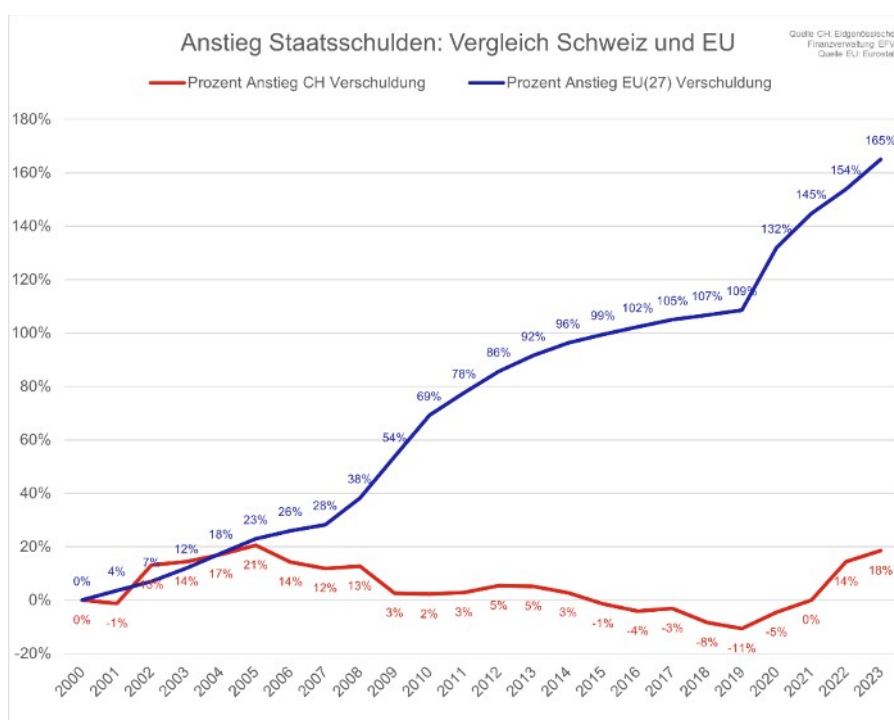
La Suisse va beaucoup mieux que l'UE !

Une comparaison économique⁸ montre que la Suisse - et donc le système suisse - est en bien meilleure posture que l'Union européenne - et donc le système de l'UE. Il n'y a aucune raison raisonnable d'abandonner le système suisse et de se lier à l'UE en crise. → **La mauvaise construction de l'UE a échoué : nous ne voulons pas échanger !**

⁸ Toutes les sources et indications, voir le chapitre « sources et références »

	Suisse	UE
PIB par hab,	90'027 CHF	37'620 EUR
Croissance du PIB (dep. 1995)	68%	57%
Salaire moyen	6'788CHF	3'155 EUR
chômage	2.40%	6.3% (zone euro)
TVA	8.10%	jusqu'à 27%
Dette publique	25.9%	82.5% (moyenne UE)
Inflation (depuis 1995)	+18%	+90%
Cours EUR/CHF (dep. 2000)	- 41.7%	

L'endettement de l'Union européenne a pris des proportions dramatiques : en 2024, la dette totale s'élevait à plus de 14'300 milliards d'euros (ou 14'300'000'000'000 d'euros, soit environ 32'000 euros par habitant).



Grâce à l'introduction du frein à l'endettement (voté en 2001 avec 85% de OUI !) en 2004, la Suisse a pu réduire continuellement sa dette fédérale. La gauche s'est opposée au frein à l'endettement et tente encore aujourd'hui de l'affaiblir ou de l'annuler.

Pourquoi cette hausse à partir de 2020 ? Les mesures Covid-19 ! Malheureusement, la majorité du Conseil fédéral et du Parlement a exagéré les mesures et les a

poursuivies bien trop longtemps. Coût de l'opération : environ 30 milliards de francs. Celles-ci pèsent encore aujourd'hui sur le budget fédéral.⁹

Les questions et thèmes les plus importants concernant le traité d'adhésion à l'UE

Le dossier du traité UE de 2'207 pages est sur la table et ces questions et thèmes font désormais débat :

La Suisse aura-t-elle des juges étrangers en cas d'acceptation du traité ?

Oui, car nous devons adopter le droit européen de manière dynamique (= automatique) et la Cour de justice européenne sera compétente pour l'interprétation et l'application du droit européen. **Notre démocratie directe sera ainsi supprimée par la petite porte.**

- La Cour de justice de l'UE comme instance suprême : en cas de litige, c'est la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) qui tranchera, **c'est-à-dire le tribunal de la partie adverse**. Cela revient à confier l'arbitrage d'un match de football à l'équipe adverse.
- Arrêts contraignants : **les arrêts des juges de l'UE seront « contraignants »**. La CJUE n'est pas un tribunal neutre, mais un instrument politique de l'intégration européenne qui prend principalement en compte les intérêts de l'UE, voire qui est tenu de le faire.
- Reprise des jugements historiques : avec le paquet de traités européens prévu, la Suisse devra reprendre **tous les jugements de la CJUE de 1999 à aujourd'hui**. Cela signifie donc une soumission rétroactive à une juridiction étrangère.
- Reprise des jugements futurs : avec le paquet d'accords avec l'UE, la Suisse s'engage de facto à reprendre **également tous les futurs arrêts de la CJUE**.
- Le droit européen remplacera le droit suisse : **le droit européen s'appliquera donc également en Suisse**. Tout le monde en Suisse – y compris toutes les entreprises actives en Suisse – devra se conformer aux exigences de l'UE, du boulanger du village au club sportif qui organise une fête ou tient un stand de grillades.

Si la Suisse ne reprend pas le droit européen, l'UE pourra nous punir en prenant des « mesures de compensation ».

⁹ [Principes de la politique Covid et position de l'UDC \(2022\)](#)



PLEINS POUVOIRS

Par ordonnance : L'UE peut punir la Suisse à coups de sanctions et d'amendes.

Signé,
le Conseil fédéral

Des milliards de francs à une UE fortement endettée ?

Les accords avec l'UE coûteront à la Suisse environ 1.4 milliard de francs par an en coûts directs. À cela s'ajouteront des milliards de francs de coûts supplémentaires liés à toute la bureaucratie européenne. Des centaines de nouveaux fonctionnaires, contrôleurs, juristes et frais administratifs pour les PME et l'économie.

Jusqu'à présent, la Suisse versait volontairement 130 millions de francs par an à l'UE au titre de « contribution à la cohésion ». Il s'agira désormais d'une contribution obligatoire « juridiquement contraignante » (350 millions par an). À partir de 2037, l'UE pourra fixer elle-même le montant de cette contribution : **la Suisse donnera donc un chèque en blanc à l'UE, fortement endettée**, et ce sont les contribuables suisses qui devront payer ce tribut.

- **Paiement de cohésion (« contribution suisse »)** : Jusqu'à présent, 130 millions par an sur une base volontaire ; désormais, 350 millions par an de contributions obligatoires à partir de 2030
- **L'UE veut plus d'argent** : à partir de 2037, l'UE fixera des contributions plus élevées. Les nouveaux membres de l'UE, tels que ceux des Balkans, s'attendent à des paiements supplémentaires de plusieurs milliards
- **Programmes de l'UE** : 666 millions par an + 187.5 millions par an pour Erasmus+ à partir de 2027
- **Encore plus de fonctionnaires et de contrôleurs** : rien qu'au niveau fédéral, 100 nouveaux postes à temps plein sont prévus. À cela s'ajoutent des coûts et des postes supplémentaires dans les cantons
- **Immigration dans l'État social suisse** : l'extension du regroupement familial – même les parents nécessitant des soins pourront venir – entraînera une augmentation des coûts sociaux. Les citoyens de l'UE

pourront rester en Suisse après 5 ans, même s'ils perçoivent des prestations sociales ou des allocations de chômage

- **Coûts de la réglementation de l'UE** : la transposition de 150 directives européennes entraînera des coûts de personnel considérables pour leur mise en œuvre dans le droit suisse, par exemple, plus de 100 millions rien que pour la déclaration des produits et la sécurité alimentaire et plus de 200 millions pour les normes de sécurité des produits
- **Les coûts supplémentaires entraîneront une hausse des prix** : le paquet de traités européens augmentera considérablement les coûts administratifs en Suisse, car les réglementations européennes s'appliqueront également aux entreprises qui n'exportent pas vers l'UE. Les entreprises répercuteront au moins une partie des coûts supplémentaires sur leurs clients, ce qui entraînera inéluctablement une hausse des prix !



Le paquet de traités avec l'UE engendrera-t-il plus d'immigration ?

Oui. La libre circulation des personnes sera étendue et le regroupement familial pour les citoyens de l'UE sera simplifié.

- Les citoyens de l'UE obtiendront le droit de séjour permanent **après seulement 5 ans**, au lieu de 10 ans auparavant, et peuvent rester en Suisse même s'ils sont au chômage ou dépendants de l'aide sociale.
- Aujourd'hui déjà, **3 immigrants de l'UE sur 10** viennent dans le cadre du regroupement familial. Ce regroupement familial sera encore élargi.
- Selon les nouveaux traités européens, pourront venir : le conjoint, le partenaire enregistré, les enfants, les beaux-enfants, les petits-enfants, les parents, les grands-parents, les beaux-parents et les **beaux-grands-parents**. Le regroupement familial sera également facilité pour les membres de la famille nécessitant des soins.
- **Une invitation au tourisme social** : l'UE définit ce que signifie « exercer une activité lucrative ». Selon le droit européen, une personne est déjà considérée comme « exerçant une activité lucrative » lorsqu'elle travaille par exemple à 40%, gagne environ 2'000 francs par mois et perçoit des prestations sociales

complémentaires. Ces immigrants à temps partiel pourront même faire venir leur famille et les coûts sociaux seront pris en charge par les contribuables suisses !

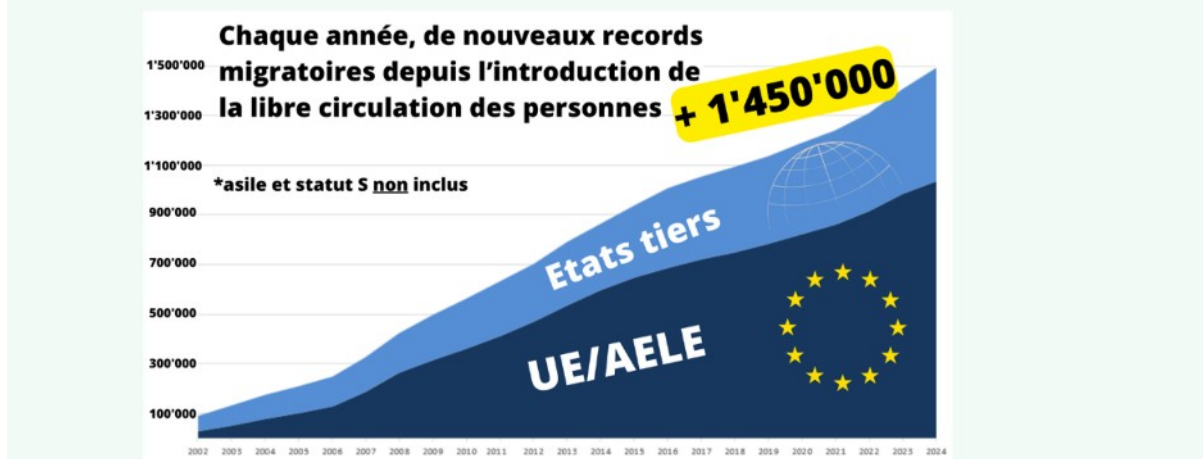
- De plus, d'autres candidats à l'adhésion à l'UE sont à nos portes : **le Kosovo, l'Albanie, le Monténégro, la Macédoine du Nord, la Serbie, la Bosnie-Herzégovine, l'Ukraine, la Géorgie, la Moldavie** (plus 60 millions de citoyens de l'UE). La pression migratoire sur la Suisse va donc encore augmenter massivement, sans que la population suisse ait son mot à dire.

Avant le vote sur la libre circulation des personnes avec l'UE, le Conseil fédéral avait promis qu'**environ 8'000 personnes supplémentaires** viendraient en Suisse chaque année. Une tromperie flagrante de l'électorat : en 2023, **67'973 ressortissants de l'UE / AELE** supplémentaires auront immigré en Suisse !

47'000 immigrants UE/AELE au lieu de 8000 par an

Total 1'037'000 immigrés au lieu de 176'000 depuis juillet 2002

→ **861'000 de plus** que ce qu'avait annoncé le Conseil fédéral



« La clause de sauvegarde » est un placebo

Les europhiles comme la conseillère nationale Elisabeth Schneider (Le Centre / BL) affirment : « Encore un mot sur la clause de sauvegarde : Personnellement, je la trouve bonne. Je ne suis pas étonnée que l'UDC la rejette. La clause de sauvegarde limiterait l'immigration. Vous n'auriez alors plus votre sujet.»¹⁰

Cette « clause de sauvegarde » est un placebo, donc inefficace pour la population suisse.

L'accord sur la libre circulation des personnes conclu avec l'UE contient déjà une clause de sauvegarde. **Malgré une immigration record, le Conseil fédéral n'a jamais fait usage de cette possibilité.**¹¹ Il est donc tout à fait malhonnête que le

¹⁰ SRF, Arena, 13 juin 2025

¹¹ L'activation en lien avec le nouveau membre de l'UE de l'époque était symbolique
<https://www.news.admin.ch/fr/nsb?id=91561>

Conseil fédéral propose maintenant une « clause de sauvegarde concrétisée »¹², qui est tout aussi inefficace que la clause de sauvegarde actuelle et qui ne sera pas non plus appliquée.

En outre, l'article 121a de la Constitution fédérale (maîtrise de l'immigration) prévoit une clause de sauvegarde nationale qui exige que le nombre d'autorisations de séjour pour tous les étrangers (y compris les frontaliers) soit limité par des nombres maximaux et des contingents annuels. La mise en œuvre de cette clause de sauvegarde nationale a toutefois été **sabotée par le Tribunal fédéral et le Parlement**.

Il est donc tout à fait incroyable que ces mêmes milieux prétendent aujourd'hui avoir pu « négocier un dispositif de protection complet dans le domaine de l'immigration ».

ATTENTION : l'UE n'autorisera pas le recours à la « clause de sauvegarde »

Dans sa fiche d'information sur l'immigration, le Conseil fédéral écrit : « La Suisse et l'UE se sont mises d'accord sur une concrétisation de la clause de sauvegarde (art. 14, al. 2, ALCP). Cette clause de sauvegarde nouvellement conçue peut être déclenchée en cas de « problèmes économiques ou sociaux graves ».¹³

La Suisse doit pouvoir invoquer la clause dite de sauvegarde en cas de « **problèmes économiques ou sociaux graves** ». Même si les conditions sont remplies, **l'UE peut prendre des « mesures compensatoires » (c'est-à-dire des sanctions)**. Une procédure absurde puisque la Suisse agit légalement pour éviter des dommages et peut néanmoins être sanctionnée.

Dans la pratique, le comité mixte et le tribunal arbitral n'autoriseront jamais l'activation de la clause de sauvegarde : **la situation économique et sociale de l'UE est tellement mauvaise que la Suisse doit leur apparaître comme un paradis**. Les États membres de l'UE ne feront aucune concession à la Suisse alors que leur propre population est en proie à un tel mécontentement.

De plus, la Constitution¹⁴ stipule qu'aucun traité international contraire à notre Constitution fédérale ne peut être conclu. **En toute logique, le Conseil fédéral n'aurait pas dû entamer de négociations avec l'UE dans le domaine de la libre circulation des personnes**, d'autant plus que le mandat constitutionnel n'est déjà pas rempli aujourd'hui. L'accord prévu avec l'UE va encore stimuler l'immigration, ce qui est doublement contraire à la Constitution fédérale.

Des certificats européens pour les stands de grillades dans les giron ?

Sous prétexte de prévention sanitaire et de sécurité alimentaire, l'UE veut imposer toujours plus de restrictions à la population.

¹² [Faktenblatt Zuwanderung und Unionsbürgerrichtlinie](#)

¹³ [Faktenblatt Zuwanderung und Unionsbürgerrichtlinie](#)

¹⁴ Artikel 121a de la Constitution fédérale exige une gestion de l'immigration par des nombres maximums, des contingents et la priorité des travailleurs indigènes. Le même article stipule également que le Conseil fédéral ne peut pas conclure de traités internationaux contraires à la gestion de l'immigration.

L'accord sur la sécurité alimentaire ne vise qu'en apparence à protéger les consommateurs. En réalité, il s'agit d'un **instrument de régulation de grande envergure de l'UE**. Derrière cet accord se cache la stratégie européenne « *de la ferme à la table* ».

L'UE veut **réglementer et contrôler** l'ensemble de la chaîne alimentaire. Cela inclut également des objectifs spécifiques « visant à promouvoir une alimentation durable ». **L'UE veut déterminer ce que nous mangeons et buvons : moins de viande, moins de boissons sucrées, etc.**

La population suisse s'est prononcée démocratiquement en faveur d'un **moratoire sur les OGM**. L'accord avec l'UE affaiblira cette réglementation suisse pour les denrées alimentaires provenant de l'UE.

La situation devient particulièrement absurde pour les événements associatifs, scolaires et sportifs. Si un club de gymnastique propose **des gâteaux faits maison**, ces activités tombent sous le coup de la réglementation alimentaire de l'UE :

- Les bénévoles doivent suivre une formation à l'hygiène ;
- Les cuisines doivent être certifiées par l'UE ;
- Une documentation sur les ingrédients et les processus de fabrication doit être tenue à jour pour chaque produit.

Cette bureaucratisation de l'UE **détruit la vie associative**. Les fêtes de lutte, les manifestations culturelles, les girons, les célébrations du 1er août, etc. deviendront impossibles ou devront abandonner leurs offres traditionnelles de restauration.



La bureaucratie européenne partout en Suisse ?

Oui. L'ensemble des traités européens comprend **plus de 20'000 pages** de lois, de références, d'explications et de règlements. À cela s'ajoutent toutes les futures lois européennes que nous devrons adopter.

L'ensemble des traités européens prévus **nous plongera directement dans les méandres de la bureaucratie européenne.**

Rien que pour lire le dossier des traités européens, il faut compter 1'000 heures, soit environ 125 jours de travail et ce à condition de lire attentivement et d'avoir des connaissances juridiques de base ! Avec toutes ses références croisées et ses textes secondaires, cet ensemble de règles met même les juristes à rude épreuve.

La frénésie réglementaire de l'UE coûte cher et nuit à la compétitivité :

- 2019-2024 : environ 13'000 nouvelles réglementations européennes !
- Par an : environ 2'000 nouvelles réglementations !
- Loi sur le changement climatique (« Green Deal ») avec 14'000 pages
- Règlement sur les denrées alimentaires avec 2'000 pages
- Règlement sur la protection des données coûte aux entreprises 5'000 EUR/an.
- Loi sur la chaîne d'approvisionnement, directives sur la déforestation, taxation marginale du CO2, rapports sur la durabilité...



Vaccination forcée et aliments OGM ?

Dans le domaine de la santé, diverses compétences doivent être transférées aux institutions européennes. Il s'agit en particulier des « agences » suivantes :

- Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC)
- Système d'alerte précoce et de réaction pour la prévention et le contrôle des maladies transmissibles (EWRS)

Extension massive des compétences en raison de la crise Covid-19

L'ECDC a été fondé en 2004. Dans le contexte de la crise Covid-19, ses compétences ont été considérablement élargies. Ainsi, un « groupe d'intervention sanitaire de l'UE » devrait se voir attribuer des « pouvoirs d'exécution » non mieux définis.¹⁵

Important : La Suisse a géré la crise Covid-19 de manière beaucoup plus pragmatique que la plupart des États membres de l'UE. Cette marge de manœuvre est menacée. L'accord sur la santé vise à mettre en place une **politique de mesures** uniforme, dirigée par l'UE, en cas de crise. Des couvre-feux et la vaccination obligatoire menacent.

Les points les plus importants :

- Ingérence étrangère lors d'une future déclaration d'état d'urgence
- Compétences discutables de l'EWRS
- « EU4Health » : Un autre programme de l'UE pour réglementer et mettre sous tutelle au nom de la protection de la santé.
- Engagements financiers : 25 millions par an
- Postes de fonctionnaires supplémentaires



Les salaires suisses sous pression ?

Oui. Les immigrés et les frontaliers sont prêts à travailler pour des salaires plus bas. Cela exerce une pression sur les salaires des employés suisses travaillant dans le secteur privé.

Le salaire moyen en Suisse est environ deux fois plus élevé que dans l'UE, en termes de pouvoir d'achat. C'est pourquoi la Suisse est si attrayante pour les immigrés et les frontaliers de l'UE. **Ces deux groupes sont prêts à travailler pour des salaires plus bas.** Cela exerce une pression sur les salaires des travailleurs suisses. Au Tessin, les frontaliers gagnent environ un cinquième de moins que la population résidente.

Travailler en Suisse en tant que frontalier est extrêmement attractif : on touche un salaire suisse beaucoup plus élevé et on bénéficie d'un coût de la vie moins élevé

¹⁵ Cf. point 32 du règlement 2022/2370.

dans son propre pays. Il n'est donc pas surprenant que le **nombre de frontaliers ait considérablement augmenté depuis l'introduction de la libre circulation des personnes avec l'UE**, de 164'717 en 2002 à 406'946 en 2024.

Des salaires plus élevés, une inflation plus faible, beaucoup moins de dettes : la Suisse est en bien meilleure posture que l'UE en crise. **Mais avec les accords européens, la Suisse prospère doit s'adapter à l'UE en difficulté.** Cela détruit insidieusement les fondements de notre prospérité.



Chaos ferroviaire comme en Allemagne ?

La Suisse dispose d'un réseau de transports publics bien développé. Avec les nouveaux accords, l'UE peut s'immiscer beaucoup plus fortement dans le trafic ferroviaire suisse. Le risque est que **le chaos ferroviaire européen s'impose au lieu de la qualité et de la ponctualité suisses.**

Annulations de trains, retards, infrastructures obsolètes : depuis des années, le chaos règne dans le secteur ferroviaire allemand. La situation est similaire dans de nombreux pays de l'UE.

Il en va tout autrement en Suisse. Nous disposons d'une large offre de transports publics, tant dans les villes qu'à la campagne. **Grâce à l'horaire cadencé**, les bus et les trains circulent également aux heures creuses.

Notre réseau de transport ne fonctionne que grâce à des subventions. L'UE voit d'un mauvais œil ces aides publiques. Par exemple, le transfert politiquement souhaité de la route vers le rail. Si l'UE limite nos aides publiques, **notre infrastructure ferroviaire se délabrera** comme en Allemagne.

L'UE souhaite créer un « espace ferroviaire européen unique ». La Suisse ne pourra pas échapper à cette évolution : nous devons en effet également adopter la future législation européenne.

Les nouveaux traités européens prévoient également de donner accès au réseau ferroviaire suisse aux entreprises ferroviaires étrangères. **Mais les prestataires tels que FLIXTRAIN ne s'intéressent qu'aux lignes rentables.**

Les points les plus importants :

- Ouverture progressive du trafic ferroviaire suisse aux entreprises étrangères
- La qualité et la ponctualité des transports publics fortement menacées
- Horaire cadencé en danger
- Les régions périphériques sont laissées pour compte



Augmentation des prix de l'électricité pour tous ?

La libéralisation du marché de l'électricité **risque d'entraîner une hausse et une extrême fluctuation des prix de l'électricité**. L'UE pourra accéder à nos réserves hivernales après un délai de 6 ans.

Nous constatons déjà aujourd'hui **à quel point l'approvisionnement en électricité dans l'espace européen** est précaire. Le développement aveugle des énergies renouvelables conduit à une pénurie structurelle : le vent et le soleil produisent trop peu d'électricité et de manière trop irrégulière, en particulier en hiver.

Les principales conséquences :

- **Perte du contrôle des prix** : Le rattachement à l'UE a pour conséquence que les prix de l'électricité en Suisse se rapprochent des prix européens, même si nous disposons de suffisamment d'électricité propre. Lorsque les prix augmentent en Europe, ils augmentent également en Suisse.
- **Menace pour la sécurité d'approvisionnement** : des pénuries surviennent lorsque, par exemple, le soleil ne brille pas et qu'il n'y a pas de vent en Allemagne. Cela n'est pas prévisible et montre la faiblesse de la politique énergétique de l'UE. La panne d'électricité en Espagne le 28 avril 2025 est un exemple criant.

- **La Suisse doit produire de l'électricité dans l'intérêt de l'UE** : après un délai de 6 ans, la Suisse ne pourra plus constituer de réserves hivernales selon ses propres règles.
- **Bientôt plus d'approvisionnement de base** pour les ménages suisses à cause de l'UE : la reprise automatique du droit européen implique une adaptation progressive aux exigences de l'UE.
- **Les subventions publiques** pour l'électricité produite à partir de l'énergie hydraulique, éolienne et solaire, ainsi que pour l'énergie nucléaire, ne seront pratiquement plus autorisées à l'avenir.
- **Les réserves de stockage** pour la sécurité d'approvisionnement de la Suisse sont menacées.



Les principaux contenus, par accord

Accord sur la libre circulation des personnes : l'immigration dans les assurances sociales

- Droit de séjour permanent déjà après 5 ans au lieu de 10 pour tous
 - Plus de contingents pour les futurs nouveaux pays de l'UE (Ukraine, Géorgie, Moldavie, pays des Balkans → +60 millions de citoyens de l'UE)
 - Expulsion en cas de chômage uniquement si celui-ci est auto-infligé !
 - Forte extension du regroupement familial
 - Immigration État social (AC, aide sociale, PC)
- Les cantons (nous, les contribuables !) supportent la charge principale du financement de l'aide sociale et de l'intégration !
- L'immigration va continuer à augmenter !



L'exemple concret : Immigration - Obtenir frauduleusement des prestations sociales

Etude de cas : Un citoyen de l'UE peut venir en Suisse avec un (pseudo) contrat de travail :

-travailler à temps partiel (40% / 2000.- francs de revenu par mois / 12h / semaine)

-recevoir des prestations sociales en complément

-faire venir sa famille (y compris des ressortissants de 3e pays)

-perd son emploi à temps partiel au bout de trois ans et demi et se retrouver au chômage.

→ obtient le séjour permanent après 5 ans

Reste en Suisse, vit de l'aide sociale et touche plus tard une rente AVS avec des prestations complémentaires !



Les membres du clan bénéficient de pseudo-contrats de travail !

Accord sur l'électricité : Beaucoup d'incertitudes, l'UE s'en mêle

- La Suisse doit produire de l'électricité selon les intérêts/prescriptions de l'UE
- La libéralisation du marché de l'électricité présente plus d'inconvénients :
 - Les prix de l'électricité risquent d'être plus élevés et extrêmement fluctuants
 - Les intérêts de l'UE (marché intérieur) priment sur les intérêts de la Suisse : L'UE accède à nos réserves hydroélectriques !
 - Les grands groupes internationaux reprennent et évincent nos centrales électriques communales et cantonales
 - Exceptions (réserve, etc.) uniquement autorisées pour 6 ans
 - Les centrales de réserve ont besoin d'une autorisation d'exploitation de l'UE à partir de 6 ans
 - 250'000 propriétaires perdent l'indemnisation pour l'électricité solaire



L'exemple concret de l'électricité : des prix plus élevés pour moins de sécurité d'approvisionnement

libéralisation du marché de l'électricité :

-Un approvisionnement en électricité moins sûr en Suisse ! Personne n'est plus responsable de la sécurité de l'approvisionnement !

Aujourd'hui : l'État suisse et les cantons.

Ce sont les consommateurs qui en paient le prix.

→ **Plus de réglementation européenne, des coûts d'électricité plus élevés, des taxes de réseau plus élevées, moins de sécurité d'approvisionnement !**

Approvisionnement électrique incertain dans l'UE : black-out en Espagne à cause du flutter (vent/soleil) le 28.04.2025



Accord sur la sécurité alimentaire / l'agriculture

- **L'UE veut un « espace commun de sécurité alimentaire » : la réglementation européenne s'applique partout**
- **Le droit suisse est abrogé et remplacé par des décrets de l'UE (100 !) sur la liste annexe.**
- **Concerne les animaux et les plantes : Culture, élevage, logistique, transformation, emballage, commercialisation, déclaration, taxation de la consommation... !**
- **L'UE veut contrôler/réglementer « de la ferme à l'assiette »**
- **Efforts de contrôle massifs pour les cantons et les entreprises. Contrôleurs de l'UE dans les exploitations suisses, les étables, les cantines, les magasins, etc.**
- **Forte bureaucratie sans tenir compte des particularités suisses.**
- **Le droit européen s'applique toujours immédiatement !**

Le protocole sur la sécurité alimentaire semble inoffensif, mais il ne l'est pas. Derrière cela se cache un projet d'intégration de l'UE qui contraindra la Suisse à rejoindre un « espace commun de sécurité alimentaire ». Concrètement, cela signifie que nous devrions adopter le droit européen sans avoir notre mot à dire.

Mais surtout, nous devrions également adopter toute la bureaucratie européenne. L'UE veut tout réglementer, « de la ferme à l'assiette ». Et cela ne concerne pas seulement les chaînes internationales de fast-food, mais **également les simples cafés de village, les étals de marché, les magasins de ferme ou les stands de grillades lors de la fête du 1er août** ; les bénévoles devraient suivre des formations en matière d'hygiène, répertorier tous les ingrédients et faire certifier les cuisines.

Qu'est-ce qui va changer exactement ?

- Avec ce protocole, la Suisse reprendra au total **61 actes de base et 104 actes modificatifs et d'application**. Nous deviendrons ainsi membre de « l'espace commun de sécurité alimentaire ».
- Ces actes couvrent également des domaines qui sont aujourd'hui clairement réglementés de manière autonome : hygiène et traçabilité, obligations de déclaration ou nouveaux aliments (farines d'insectes, viande de laboratoire) et bien d'autres encore !
- L'accord sur les denrées alimentaires est un nouvel accord. Cela signifie que toutes les réglementations en vigueur devront être reprises intégralement (sans processus parlementaire) et que toutes les

Cet accord sur la sécurité alimentaire avec l'UE sape notre démocratie directe. Les votations populaires, les référendums et les consultations deviennent des alibis lorsque Bruxelles fixe les règles. Le Conseil fédéral obtient des pouvoirs supplémentaires pour introduire de manière autonome les prescriptions de l'UE. **Le processus de codécision éprouvé en Suisse, qui repose sur une forte participation des associations, est ainsi enterré.**

C'est une part de la Suisse qui sera détruite

Au fil des siècles, notre agriculture s'est adaptée aux montagnes, aux vallées et aux traditions. Nous vivons de la diversité et de la qualité, et non d'une production de masse anonyme. **C'est précisément cette diversité de spécialités locales et régionales qui est menacée par l'accord.** Les normes européennes sont synonymes de standardisation, donc d'uniformisation. Les petites fromageries, les marchés fermiers ou les distributeurs directs sont soumis à une **bureaucratie** conçue pour les grandes entreprises industrielles d'Allemagne ou de Pologne, et non pour les magasins à la ferme en Appenzell ou au Jura.

Les conséquences sont particulièrement absurdes dans la vie quotidienne : les fêtes de village, les fêtes de lutte ou les fêtes associatives devraient respecter les normes d'hygiène de l'UE. À l'avenir, quiconque vendra des saucisses grillées lors du barbecue du 1^{er} août devra presque obtenir un certificat européen. Les bénévoles devront suivre des formations en matière d'hygiène, documenter les recettes et certifier les cuisines. Une association de femmes qui prépare des confitures pour le marché de l'Avent serait traitée juridiquement comme une entreprise industrielle. Cela détruirait non seulement les traditions, mais aussi une partie de la Suisse.

La gastronomie serait également fortement touchée. Du simple bistrot de village au restaurant gastronomique, tous devraient se plier aux mêmes contraintes bureaucratiques de l'UE. Même les plats traditionnels tels que les macaronis du chalet ou les röstis devraient soudainement faire l'objet de listes d'allergènes, de traçabilité et de montagnes de paperasse, comme s'il s'agissait de produits surgelés.

Les cuisines de campagne devront répondre aux normes européennes

Même l'armée ne sera pas épargnée. Les cuisines de campagne, qui doivent fonctionner de manière flexible, devront répondre aux normes européennes, **y compris en matière de contrôle de la température en pleine montagne.** Les contrôleurs de l'UE seront habilités à surveiller le respect de ces règles et à percevoir des taxes supplémentaires.

La Suisse dispose déjà aujourd'hui de l'un des meilleurs systèmes de sécurité alimentaire au monde. Nous n'avons pas besoin de la tutelle de Bruxelles, ni de formulaires interminables, ni d'inspecteurs de l'UE dans les fêtes de village ou les cantines scolaires. **Ce dont nous avons besoin, c'est d'autonomie, de pragmatisme et de confiance entre les producteurs et les consommateurs, comme cela a toujours été le cas jusqu'à présent.**

Ce protocole européen est coûteux, bureaucratique et dangereux pour notre quotidien. Il détruira notre agriculture, gâchera nos traditions, agacera les consommateurs et ne réjouira au final que les fonctionnaires européens.

L'exemple concret de la sécurité alimentaire : les cuisines de campagne devront être certifiées par l'UE...



Les spécialités suisses menacées :
exemple, le fromage au lait cru

Produits de masse de l'UE au lieu de
production régionale

Interdiction des OGM : Assouplissement des
importations de denrées alimentaires de l'UE

On ne peut pas faire plus absurde : Même
les cuisines de campagne de l'armée doivent
désormais être certifiées comme des cantines!
En cas d'urgence, nous devrions sans doute
encore attendre les inspecteurs de l'UE ?

➔ Les contrôleurs de l'UE peuvent vérifier sur
place toutes les étables, fromageries,
boucheries, cantines, serres, restaurants ou
commerces de détail suisses.

Accord sur les transports terrestres : Le chaos ferroviaire de l'UE remplace la fiabilité suisse

- **Ouverture du transport ferroviaire :**
Libre circulation des fournisseurs étrangers
- **Surcharge de travail, chaos, manque de ponctualité**
- **Législation du travail de l'UE pour les opérateurs**
(à l'exception du salaire)
→ **Droit de grève, heures supplémentaires, horaires de travail.**
- **Des prestataires étrangers peuvent desservir des lignes lucratives en Suisse → Les CFF manquent de recettes principales**
- **Le financement croisé du service public n'est plus autorisé**
- **La politique climatique de l'UE dans la rue :**
Propulsion des camions, saisie/taxation du CO2, etc.
- **Gigaliner:** L'interdiction de passage ne tient pas la route



La Suisse dispose d'un réseau de transports publics bien développé, en particulier dans les villes et les agglomérations. **Ce réseau de transport ne fonctionne que grâce à des subventions.** Dans le domaine des transports terrestres, la question peut se poser de savoir s'il y a aide d'État lorsque, par exemple, les pouvoirs publics financent en permanence le transfert du transport de marchandises de la route vers le rail ou cofinancent le renouvellement du matériel roulant pour le transport de marchandises. Même si une aide publique n'est pas fondamentalement exclue dans de tels cas, le droit des aides d'État peut, dans certaines circonstances, rendre nécessaires des ajustements, par exemple en imposant des exigences plus strictes pour prouver la nécessité d'un financement public ou en limitant le montant ou la durée du financement.

Les opérateurs internationaux tels que *Flixbahn* ou *Westbahn* ne s'intéressent généralement qu'aux lignes rentables avec un trafic passagers élevé et une infrastructure existante, comme les lignes Zurich-Genève, Bâle-Lucerne ou Zurich-Lugano. En revanche, ces acteurs évitent les lignes secondaires non rentables, les régions montagneuses ou les heures de faible demande. Il en résulte un tri, où seules les lignes rentables sont exploitées, tandis que le maintien coûteux du service public national reste à la charge des opérateurs soutenus par l'État, tels que les CFF.

L'exemple concret des transports terrestres : Flixbus au lieu des CFF

Le syndicat suisse des cheminots met en garde :

« **LE TRAIN À BAS PRIX FLIXTRAIN ARRIVE EN SUISSE** »

- Les fournisseurs étrangers s'arrachent les filets
- Congestion des grands axes routiers
- La ponctualité des CFF va mourir



Accord sur la santé

- **reprise automatique du droit en cas de crise (par ex. COVID) :** Obligations en matière de masques, de vaccination et de distance, occupation des lits d'urgence par l'UE, etc.
- **Transfert de compétences aux agences de l'UE :** Surveillance et recherche de la population suisse sans légitimation politico-démocratique
- **les contributions et les coûts de mise en œuvre :** env. 25 millions (« plafond de coûts » 50 millions)
- **des privilèges pour les agences et le personnel :** Exonération fiscale, immunité (pas de poursuites pénales !), exemption des restrictions en matière d'immigration, de douane et de change et autres avantages

L'exemple concret de la santé : l'UE impose des mesures en situation de crise



Important : La Suisse a géré la crise Covid-19 de manière bien plus pragmatique et efficace que la plupart des pays de l'UE.

L'accord sur la santé vise à instaurer une politique de mesures uniformes, dirigée par l'UE, en cas de crise : Vaccination obligatoire, port du masque, couvre-feu, etc.



Accord sur les ARM : Démantèlement des obstacles techniques au commerce

- **L'autorisation de mise sur le marché suisse allégée est un soulagement pour les entreprises.** Mais se rattacher pour cela à l'UE en crise et prendre en charge toute la bureaucratie européenne ? Non.
- **Coûts supplémentaires de 0.2 à 0.4% maximum de la valeur des exportations suisses vers l'Europe.**
- **A titre de comparaison :** Ev. 250 à 500 millions de francs sans ARM. Mais : les entreprises suisses doivent payer 180 millions de redevances SSR par an uniquement.
- **Tous les produits Tech sont soumis au système CE de l'UE.** Tout producteur dans le monde peut répondre à cette norme CE et exporter vers l'UE.

Accord sur le transport aérien

- Reprise par l'UE désormais applicable avec des mesures compensatoires
 - Contrôle des aides d'État (par exemple, investissements dans les aéroports, aides financières aux sociétés)
 - Depuis la signature de l'accord sur le transport aérien, la Suisse a repris quelque 150 décisions de manière dynamique. Exemple de l'avalanche de réglementations
- Pas une seule intervention de la CH au sein du Comité mixte, pas un seul traitement au Conseil fédéral, au Parlement et pas une seule votation populaire !

Des milliards de francs de coûts à la charge des contribuables suisses

- Paiements directs élevés au niveau fédéral : au moins 1.4 milliard/an
 - Contribution suisse (cohésion)
 - Programmes de l'UE (Horizon, Erasmus, Espace, etc.) et contributions aux systèmes d'information et aux agences
 - Couplage du PIB, facteur de compensation de l'inflation, clause d'augmentation politique (de 10%)
 - Les cotisations vont augmenter :
 - élargissement de l'UE (pays candidats pauvres)
 - nouveau calcul à partir de 2037 par l'UE



Les accords européens coûteront à la Suisse **au moins 1.4 milliard** de francs par an. À cela s'ajouteront des milliards de francs de coûts supplémentaires liés à toute la bureaucratie européenne.

Paiements de cohésion (« contribution suisse ») : jusqu'à présent, 130 millions par an sur une base volontaire. Nouveau montant : 350 millions par an, cotisations obligatoires à partir de 2030

L'UE veut plus d'argent : à partir de 2037, l'UE fixera des contributions plus élevées. Les nouveaux membres de l'UE issus des Balkans attendent des paiements supplémentaires de plusieurs milliards. **La Suisse donne à l'UE, fortement endettée, un chèque en blanc** et ce sont les contribuables suisses qui devront payer.

Dès 2021, Bruxelles a exigé un mécanisme juridiquement contraignant qui obligerait la Suisse à verser une contribution financière correspondant aux normes de l'UE et des États de l'EEE¹⁶. **Le Conseil fédéral a ici aussi suivi à la lettre les exigences de l'UE et continue néanmoins de répandre le conte de fées du succès : « Les objectifs des négociations ont été atteints. »**

Se pose également la question de savoir ce que l'on entend par « **normes de l'UE** » : l'Autriche, qui compte un nombre d'habitants similaire à celui de la Suisse, verse chaque année 1.12 milliard d'euros dans les caisses de l'UE. Les Pays-Bas, dont l'économie est comparable à celle de la Suisse, versent quant à eux **3.38 milliards d'euros par an**¹⁷. Il ne faut pas être grand clerc pour le prédire : si la Suisse s'est engagée à verser ces contributions obligatoires juridiquement contraignantes, le montant sera nettement plus élevé lors du prochain calcul.

Lien avec le PIB : la Suisse paie 2x plus par habitant pour les programmes de l'UE

La Suisse participe à l'accord dit « EUPA » (EU Programme Agreement). Celui-ci comprend : Horizon Europe, Euratom et Digital Europe. À cette fin, le Conseil fédéral a demandé un crédit supplémentaire de 666 millions pour 2025³.

Comme les contributions sont calculées sur la base de la puissance économique (revenu national brut), la Suisse paie toutefois un prix nettement plus élevé que la moyenne des États membres de l'UE.

Le budget de l'UE pour les trois programmes s'élève en moyenne à 17.61 milliards d'euros par an. Par habitant, la Suisse paie 2x plus pour participer à l'UEPA, **à savoir 74 francs par habitant contre 39 euros par habitant de l'UE.**

Coûts indirects élevés :

- **Des centaines de nouveaux postes à la Confédération - cantons/communes !**
 - **Plus d'aide sociale, de prestations complémentaires, de places dans les foyers, de mesures d'intégration**
 - **Coûts massifs de mise en œuvre/contrôle pour les cantons et les entreprises**
 - **Augmentation des prix de l'électricité et des taxes sur les réseaux, etc.**
- ➔ **Plusieurs milliards de coûts supplémentaires/an pour la Confédération, les cantons, les communes, les entrepreneurs et les contribuables !**



¹⁶ [Parlament gibt Kohäsionsgelder frei und hofft auf Zeichen der EU](#)

¹⁷ [Nettozahler und Nettoempfänger in der EU | Europa | bpb.de](#)

La majorité des cantons est nécessaire !

- Référendum obligatoire « sui generis » pour les traités internationaux d'importance exceptionnelle : 1920 Société des Nations, 1972 Accord de libre-échange avec la CEE/UE, 1992 EEE/UE.
- La reprise de la directive sur les citoyens de l'Union est contraire à l'art. 121a Cst.
- Cst. article 1 définit la Confédération suisse : peuple suisse et cantons
- Référendum sous la menace de sanctions
- Divers domaines législatifs interviennent directement dans les compétences des communes/cantons (aides !)

La journaliste de la NZZ Katharina Fontana le dit clairement : « Si l'on prend au sérieux la Constitution, les traités et la démocratie, il n'y a pas d'autre solution que la majorité des cantons. **Les traités de l'UE priment de fait sur la Constitution, ils enfreindront le droit suisse actuel et futur.** Des initiatives populaires contraires peuvent certes encore être déposées, mais elles ne seront pas mises en œuvre ; il suffit de voir l'initiative contre l'immigration de masse. Il est prévisible que de tels conflits vont se multiplier. »

La majorité des cantons est indispensable pour les traités européens

En 2014, la population suisse a accepté l'initiative populaire « Contre l'immigration de masse ». L'article 121a (gestion de l'immigration) a ainsi été ajouté à la Constitution fédérale. Cet article exige que la Suisse contrôle de manière autonome l'immigration des étrangers, notamment par le biais de nombres maximaux et de contingents.

Important : cet article 121a sur l'immigration interdit la conclusion d'accords internationaux qui enfreignent ces dispositions de contrôle (nombres maximaux et contingents). C'est le cas du projet d'accord avec l'UE : il s'agit 1) d'un accord international et 2) la libre circulation des personnes avec l'UE est à nouveau étendue (reprise de la directive sur les citoyens de l'Union). En cas de violation ou de modification de la Constitution fédérale, un référendum obligatoire avec l'accord des cantons (= majorité des cantons) est toutefois obligatoire.

Il existe également des raisons politiques importantes en faveur d'une majorité des cantons :

- La majorité des cantons est un acquis important de la Suisse ; elle respecte la souveraineté des cantons et constitue un correctif de pouvoir important pour les petits cantons et les minorités linguistiques.
- La majorité des cantons, tout comme la majorité du peuple, constitue une condition importante pour la cohabitation démocratique et pacifique en Suisse.

Vouloir contourner le référendum obligatoire sur les traités internationaux, c'est mettre sciemment en danger la cohésion démocratique de la Suisse.

- Le paquet de traités européens prévu est un accord institutionnel. Ainsi, les différents accords concernent explicitement nos institutions politiques : Le peuple, les cantons, le parlement et les tribunaux. Il est donc tout à fait clair que toutes les forces législatives de notre pays (le Parlement, le peuple et justement aussi les cantons) doivent être impliquées dans une votation d'une telle portée.
- Le paquet de traités institutionnels de l'UE prévu est en contradiction avec nos principes fédéralistes dans de nombreux domaines. L'UE est organisée du haut vers le bas. La Suisse est quant à elle organisée de manière subsidiaire et fédéraliste : les compétences sont, dans la mesure du possible, attribuées localement aux communes et aux cantons. Un accord qui touche à ces principes fédéralistes dans une telle mesure doit être soumis au référendum obligatoire sur les traités internationaux.

Ce que signifie réellement le traité d'adhésion à l'UE :

Politiquement

- La fin de la démocratie directe et des droits populaires
- Abandon de la souveraineté à des juges étrangers (Cour de justice de l'UE)
- Reprise automatique du droit de l'UE sans droit de regard
- Possibilités de sanctions de l'UE contre la Suisse
- La fin de la neutralité éprouvée de la Suisse

Economiquement

- Des milliards versés à Bruxelles
- Perte des avantages concurrentiels à cause de la bureaucratie de l'UE
- Soumission aux lourdes structures de l'UE
- Dumping salarial dû à une immigration accrue

Socialement

- Encore plus d'immigration incontrôlée (plus de 60 millions d'immigrants potentiels supplémentaires provenant des pays candidats à l'adhésion à l'UE)
- Aggravation de la crise du logement
- Surcharge des infrastructures et des services sociaux
- Perte de l'identité culturelle

Juridiquement

- Reprise de tous les arrêts de la CJCE de 1999 à aujourd'hui
- Reprise automatique des futures lois de l'UE
- Fin de la tradition juridique suisse
- Privation du pouvoir du Parlement et du peuple

Résumé :

Conséquences du traité d'adhésion à l'UE

- Bruxelles ordonne, la Suisse exécute : La Suisse reprendra automatiquement le droit européen dans tous les domaines importants.
- Abandon des droits démocratiques : la majorité des actes législatifs de l'UE s'appliquent directement sans traitement parlementaire ni référendum !
- Mesures punitives de l'UE en cas de non-application !
- Le droit de l'UE est le droit international ; le droit international prime sur le droit national !
- Coûts élevés, bureaucratie et perte de souveraineté !
- Contradiction avec la conception fédérale de l'État suisse !

Site internet, avec toutes les informations importantes :

<https://traite-adhesion.ch/>

Podcast « 7 thinking steps », avec Magdalena Martullo-Blocher (vidéos traduites également en français) :

<https://traite-adhesion.ch/podcast/>

Sources et références

La plupart des références sont intégrées directement dans le texte.

Comparaisons Suisse – UE :

<https://www.dw.com/de/eu-kommission-mit-weniger-regeln-wirtschaft-entlasten/a-71015664>
ou aussi <https://www.handelsblatt.com/politik/international/buerokratie-diese-25-berichtspflichtigen-der-eu-belasten-unternehmen/100072294.html>
[Durchschnittslohn EU ist kaufkraftbereinigt](#)
[Öffentlicher Schuldenstand im Euroraum bei 88,1% des BIP - Euroindikatoren - Eurostat](#)
[Bruttoinlandprodukt pro Kopf - 1991-2023 | Tabelle](#)
[BIP pro Kopf in Europa 2023 | Statista](#)
[Bundeshaushalt | BIP Real 1995-2024](#)
[Nebelspalter | Die Schweiz und die EU im Vergleich](#)
[2022 lag der Medianlohn bei 6788 Franken - | Medienmitteilung](#)
[Rangliste Durchschnittsverdienste in Europa: Wo verdient man am meisten? | Euronews](#)
[Taux de chômage moyen en Suisse en 2024 : Medienmitteilungen](#)
[EU - Aktuelle Arbeitslosenquoten in Europa | Statista](#)
[Schweiz - Staatsschuldenquote 2022 | Statista](#)
[Schuldenstandquoten der EU-Mitgliedstaaten Bruttoschulden \(konsolidiert\) in % des Bruttoinlandsproduktes - Statistisches Bundesamt](#)
[Schweizerischer Lohnindex: Index und Veränderung auf der Basis 2010 = 100 \(NOGA08\) - 2010-2023 | Tabelle](#)
[Lohnentwicklung in Deutschland und Europa | Arbeitsmarktpolitik | bpb.de](#)
[Europa: Länder mit der höchsten Kaufkraft pro Einwohner 2024 | Statista](#)
[Öffentlicher Schuldenstand im Euroraum bei 88,1% des BIP - Euroindikatoren - Eurostat](#)
[Bruttoinlandprodukt pro Kopf - 1991-2023 | Tabelle](#)
[BIP pro Kopf in Europa 2023 | Statista](#)
[Bundeshaushalt | BIP Real 1995-2024](#)
[Nebelspalter | Die Schweiz und die EU im Vergleich](#)
[2022 lag der Medianlohn bei 6788 Franken - | Medienmitteilung](#)
[Rangliste Durchschnittsverdienste in Europa: Wo verdient man am meisten? | Euronews](#)
[Taux de chômage moyen en Suisse en 2024 : Medienmitteilungen](#)
[EU - Aktuelle Arbeitslosenquoten in Europa | Statista](#)
[Schweiz - Staatsschuldenquote 2022 | Statista](#)
[Schuldenstandquoten der EU-Mitgliedstaaten Bruttoschulden \(konsolidiert\) in % des Bruttoinlandsproduktes - Statistisches Bundesamt](#)
[Schweizerischer Lohnindex: Index und Veränderung auf der Basis 2010 = 100 \(NOGA08\) - 2010-2023 | Tabelle](#)
[Lohnentwicklung in Deutschland und Europa | Arbeitsmarktpolitik | bpb.de](#)
[Europa: Länder mit der höchsten Kaufkraft pro Einwohner 2024 | Statista](#)